



Spiritualité et développement économique

Gregory Baum

Volume 57, numéro 1, février 2001

Face à la globalisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/401327ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/401327ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de philosophie, Université Laval

ISSN

0023-9054 (imprimé)

1703-8804 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Baum, G. (2001). Spiritualité et développement économique. *Laval théologique et philosophique*, 57(1), 41–51. <https://doi.org/10.7202/401327ar>

SPIRITUALITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Gregory Baum

Faculty of Theology
McGill University, Montréal

RÉSUMÉ : Cet article examine trois types de spiritualité conçus en rapport avec le monde des affaires : la spiritualité préconisée par Richard Barrett, visant uniquement la transformation personnelle des gens d'affaires ; la spiritualité de bonne gestion proposée par J.-Robert Ouimet ; enfin, la spiritualité des grandes religions. L'examen conclut que seule cette dernière adopte le point de vue des pauvres et aboutit à des pratiques vraiment différentes.

ABSTRACT : This article examines three types of spirituality which have emerged from the world of business : the spirituality described by Richard Barrett which seeks only the personal transformation of business people ; the spirituality of good management described by J.-Robert Ouimet, and finally the spirituality of the world's great religions. The conclusion reached is that only the latter adopts the point of view of the poor in a way that results in a new praxis.

Le dialogue de la Banque mondiale avec les grandes religions est un développement récent¹. Mon intérêt pour ce sujet vient de ma participation à un projet de recherche sur « Spiritualité et développement économique », mis de l'avant par le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) d'Ottawa. J'ajouterai qu'en Amérique du Nord le rôle de la spiritualité dans le monde des affaires est devenu fort populaire. Des livres et des articles portant sur ce sujet figurent parmi les *best-sellers*. Des conférenciers invités abordent régulièrement ce sujet dans des rencontres que de grandes entreprises organisent pour leur personnel cadre.

Presque partout dans le monde, on reconnaît que spiritualité et religion ne sont pas une seule et même chose. La spiritualité signifie vie intérieure, engagement et vision. Les religions visent à communiquer une spiritualité à leurs fidèles ; cependant, plusieurs personnes sans appartenance religieuse approfondissent, elles aussi, une spiritualité. Il y a donc diverses spiritualités. Dans ce texte, je me propose d'en analyser quelques-unes liées à l'activité d'institutions économiques.

1. Voir Gregory BAUM, « S'affranchir des frontières ou envahir les territoires ? Réflexions sur les activités de la Banque mondiale », *Concilium*, 280, 1999, p. 45-55.

UNE SPIRITUALITÉ DE TRANSFORMATION PERSONNELLE

Un exemple parmi tant d'autres : la *Spiritual Unfoldment Society* de Richard Barrett de la Banque mondiale (BM) à Washington. Richard Barrett, ingénieur en transport urbain à l'emploi de la BM, se décrit lui-même comme un chercheur de spiritualité, préoccupé par le vide que sa profession lui a laissé au cœur. Prière et méditation lui ont apporté une joie spirituelle qu'il a cherché à communiquer d'abord à ses collègues de la BM et, plus tard, dans ses conférences et ses livres, aux autres hommes et femmes à l'emploi de grandes institutions. En 1992, à la BM, il décide de fonder la *Spiritual Unfoldment Society*. Cette société tient des rencontres régulières regroupant les membres du personnel de la BM qui y méditent et cultivent leur vie spirituelle. Richard Barrett est convaincu que la spiritualité amène les gens à aimer collègues et voisins et les conduit à une vie simple et à la maîtrise de soi. Prière et méditation influent sur l'entourage.

Depuis que son travail professionnel l'a amené à créer des voisinages urbains vivables, Richard Barrett a imaginé que la pratique de la spiritualité aiderait la réalisation d'un développement durable. Il a persuadé la BM de tenir un colloque ayant pour titre : *Éthique et valeurs spirituelles : la promotion d'un développement durable*². La rencontre eut lieu les 2 et 3 octobre 1995. Y étaient invités 34 hommes et femmes appelés à parler d'éthique et de spiritualité comme voie vers un développement économique durable. Ce colloque a donné lieu à de beaux textes. Mais un seul conférencier, Denis Goulet, chercheur en développement international, y a critiqué les programmes d'ajustement structurel (PAS) de la BM et conclu que ces derniers imposent aux pays pauvres des conditions rendant impossible un développement durable³.

Les PAS, imposés aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine — souvent appelés les pays du Sud — essaient d'intégrer ces sociétés au marché mondial. Ces programmes exigent la dérégulation du marché national, la libre circulation du capital étranger et le libre cours au contrôle étranger, la production pour l'exportation plutôt que pour les besoins de la population locale, ainsi que la réduction des dépenses gouvernementales en matière d'éducation et de soins de santé. L'intégration au marché mondial nuit aux économies régionales de subsistance qui permettent aux pauvres de vivre simplement dans la dignité. L'intégration au marché mondial conduit à la dissociation et à la désintégration des communautés traditionnelles et en affaiblit les valeurs culturelles au moyen de campagnes publicitaires de masse qui poussent les gens à rechercher leur satisfaction personnelle. Le contact avec les forces du marché international conduit à une croissance nuisible à l'environnement. En conséquence, les conditions imposées par les programmes de la BM rendent le développement durable impossible.

2. Les actes : *Environmentally Sustainable Development Proceedings*, n° 12, World Bank, Washington, D.C., 1995.

3. *Ibid.*, p. 9-10.

Je mentionne l'intervention de Denis Goulet pour faire ressortir l'ambiguïté de la spiritualité de la *Spiritual Unfoldment Society*. Cette dernière, en effet, promeut ce que j'appellerai une « spiritualité de transformation personnelle », belle et profonde, pratiquée par des adeptes de plusieurs traditions religieuses, mais incapable de porter un regard critique sur les politiques des institutions dans lesquelles les gens travaillent. Je rends hommage à l'initiative de Richard Barrett et crois en sa bonne foi, mais je pense que l'ambiguïté de sa spiritualité devrait être examinée en fonction de ses implications culturelles et politiques.

UNE SPIRITUALITÉ DE BONNE GÉRANCE

Je découvre une spiritualité respectueuse de ses implications institutionnelles dans la spiritualité de bonne gérance que propose le Québécois J.-Robert Ouimet. Le grand public a maintenant accès aux idéaux éthiques et spirituels de cet entrepreneur bien connu dont une petite brochure résume une analyse plus développée réalisée antérieurement⁴. M. Ouimet est convaincu de la possibilité de combiner une vie juste et sainte avec la conduite d'une entreprise à succès. Sa pensée rejoint l'intuition catholique traditionnelle voulant qu'il est possible, avec l'aide de Dieu, de réconcilier l'accomplissement de ses aspirations personnelles avec un engagement pour le bien commun. Parmi les impératifs éthiques et spirituels mentionnés par M. Ouimet, il y a les responsabilités de l'entreprise envers ses employés et leurs familles, envers ses clients et ses fournisseurs, envers la société dans son ensemble, envers Dieu, Être suprême. Mener une entreprise de cette façon exige de la part des propriétaires, des directeurs et des membres du conseil d'administration, un engagement éthique et une vie spirituelle. La spiritualité d'engagement et de collaboration fait de l'entreprise un projet commun, un travail partagé auquel les personnes participantes apportent le meilleur de leurs énergies. La recherche de M. Ouimet a montré que cet effort commun, soutenu par l'Esprit, a un impact humain et spirituel sur les participants eux-mêmes et bénéficie grandement à l'ensemble de la communauté. Une entreprise, conduite par l'Esprit, crée, à tous les niveaux de participation, un sentiment de liberté qui permet de partager les bonnes idées et d'influencer les décisions. La recherche montre que l'énergie, guidée par l'Esprit et la coopération qui s'y vit, contribue à la prospérité et à la croissance de l'entreprise. Cette dernière produira des biens de haute qualité à des prix compétitifs et convaincra les clients qu'elle leur offre de meilleurs services que la compétition.

Elle est impressionnante la lecture de ce texte détaillant les principes éthiques et spirituels de l'action recommandée par M. Ouimet pour ce qu'il appelle « la gérance en Dieu ». Cependant, alors qu'elle s'arrête sur tous les aspects touchant la conduite d'une entreprise, l'approche n'analyse pas l'impact des forces internationales du marché sur le développement économique régional et national. La mondialisation du marché déréglementé exerce des pressions économiques qui menacent les petites et

4. J.-Robert OUIMET, *Concilier bonheur humain et rentabilité de l'entreprise : Mission possible*, Montréal, Les Imprimeries Quebecor, 1999.

moyennes entreprises tout en forçant les plus grandes à grossir par prises de contrôle et fusions. Pour demeurer compétitives, plusieurs entreprises préfèrent aller produire dans des pays du Sud, où la main d'œuvre est peu coûteuse, les syndicats, illégaux, et la réglementation environnementale, minimale. La désindustrialisation, phénomène largement répandu dans la société nord-américaine, s'accompagne également d'un chômage croissant.

Dans l'économie mondiale, la compétitivité est parvenue à poser sans cesse des exigences qu'aucune entreprise ne peut éviter complètement. Pour garder les entreprises compétitives et les empêcher de déménager, les gouvernements leur offrent des privilèges, réduisent leurs taxes, affaiblissent les syndicats, refusent de statuer sur l'équité salariale entre hommes et femmes, négligent de surveiller les dommages faits à l'environnement et n'augmentent pas le salaire minimum même si, avec ce dernier, les travailleurs doivent affamer leur famille. Pour survivre et rester profitables, les entreprises doivent : a) élargir leur marché et b) réduire leurs coûts de production. L'élargissement du marché exige une publicité agressive pour susciter l'appétit des nouveaux produits, triompher de la maîtrise de soi traditionnelle et promouvoir une culture de consommation. Le monde des affaires américain parle maintenant de la nécessité « d'un marketing de guérilla ». La réduction des coûts de production exige, pour sa part, des baisses de salaires, la déstabilisation des syndicats, la restructuration pour réduire la main d'œuvre, le passage d'emplois à temps plein aux contrats de travail, et un recours de plus en plus régulier à des employés à temps partiel. Selon un homme d'affaires américain, cité dans une conférence d'Albert Longchamp, éditeur de *Choisir*⁵, un dirigeant d'entreprise ressemble à une gazelle qui se réveille dans une forêt africaine : elle sait qu'à moins de courir plus vite que le lion, elle ne pourra pas vivre jusqu'à la nuit. La mondialisation du libre marché et la philosophie néolibérale qui la légitime transforment la vie du monde économique en une guerre dont seuls les plus gros joueurs sortent victorieux.

L'impact de la mondialisation sur l'administration des entreprises est clairement reconnu dans les textes sur « les investissements éthiques ». Des organisations et des investisseurs privés, désireux de placer leur argent dans des entreprises se conformant à un ensemble de standards éthiques, se tournent vers des centres de recherche qui scrutent les politiques et les pratiques de ces dernières. Il y a plusieurs années, on pouvait obtenir les renseignements nécessaires sur les normes éthiques observées par l'une ou l'autre de ces entreprises. Selon l'éthicien québécois Michel Dion, la toute nouvelle mondialisation économique réalisée par les accords de libre-échange a changé les modes de production et d'échange⁶. La mondialisation définie, sur une base régionale, par des accords de libre-échange, crée une interdépendance entre des partenaires inégaux, favorisant ainsi l'accroissement de la richesse dans le Nord et la progression de la pauvreté dans le Sud. Selon Dion, l'expansion du libre marché aux nations du Sud fait partie d'un projet néocolonial, déguisé en projet moral voulant

5. La conférence d'Albert Longchamp fut donnée le 11 septembre 1999 au Congrès sur l'entraide missionnaire à Montréal.

6. Michel DION, *Investissements éthiques et régie d'entreprise*, Montréal, Médiaspaul, 1998.

faire profiter les sociétés traditionnelles des libertés libérales. Les implications géopolitiques du développement économique d'aujourd'hui nous forcent à distinguer, pour l'entreprise, moralité interne et moralité externe. La moralité externe soulève des questions sur la division internationale du travail et sur l'origine des matières premières, du capital emprunté, de l'argent dépensé par les clients. La moralité interne peut, elle, dépendre du libre choix des directeurs, comme le souhaite l'éthique de la gérance, mais la moralité externe, c'est-à-dire la manière dont une entreprise est insérée dans l'économie mondiale, dépend de décisions d'acteurs politiques et financiers majeurs. Est-il encore possible, se demande Dion, de parler d'investissements éthiques ? À la fin de son livre, pour donner de l'espoir à ses lecteurs, l'auteur énumère les efforts politiques d'organisations internationales, incluant les Nations unies, pour régir les activités économiques et leur imposer des règles communément admises dans le but de limiter ou même de vaincre les sinistres effets de la mondialisation en cours.

La visée néolibérale s'oppose radicalement à la spiritualité de bonne gérance et aux principes éthiques proposés par M. Ouimet. Cette spiritualité présuppose que les entreprises, aujourd'hui, ne sont pas assujetties aux forces d'un marché agressif ni intégrées à un système mondial, source de graves inégalités. La spiritualité de l'administration ne tient pas compte de ce que Michel Dion appelle la moralité externe des entreprises. J'ai un grand respect pour le projet humanistico-économique de M. Ouimet. Le fait, cependant, que ce projet ne prend pas en compte l'ensemble du système économique, dans lequel une entreprise opère, introduit une ambiguïté réclamant une analyse soignée.

LES IDÉOLOGIES PRODUISENT-ELLES DES IDOLES ?

Quelques observateurs critiques affirment que la théorie et la pratique néolibérales suscitent un engagement total à deux principes, la compétitivité et la rentabilité. Si, comme je l'ai défini dans le premier paragraphe de ce texte, la spiritualité est vie intérieure, engagement et vision, on peut qualifier de forme de spiritualité l'esprit qui anime le marché mondial. Qui sont les dieux de cette spiritualité ? Selon les critiques du système actuel, conscients de son impact sur les pauvres, ces dieux sont des idoles, comme le Veau d'or dénoncé dans les Écritures. De nombreux critiques ont qualifié de « fondamentalisme » l'imposition par la BM du système du marché mondial aux pays du Sud, cet asservissement à un ensemble de règles considérées comme sacrées quelles qu'en soient les conséquences⁷. Le pape Jean-Paul II a appuyé semblables réflexions : « Si, écrit-il, on examinait certaines formes de "l'impérialisme" moderne à la lumière de critères moraux, nous verrions que ce qui se cache derrière certaines attitudes apparemment inspirées par l'économie ou la politique, sont de véritables

7. John MIHEVC, « The Fundamentalist Theology of the World Bank », *The Ecumenist* (Second Series), 1 (July-August 1994), p. 74-80 ; Susan GEORGE, Fabrizio SABELLI, *Faith and Credit : The World Bank's Secular Empire*, London, Penguin Books, 1994, p. 96-111.

formes d'idolâtrie : argent, idéologie, classe et technologie⁸. » Après la chute du communisme est-européen, le pape a souligné l'utilité d'un mécanisme de marché dans la production et la distribution des biens, mettant cependant en garde contre le capitalisme qui porte en lui le risque de faire du marché une idole⁹. Les idoles demandent des sacrifices humains. Les maîtres de la société mondiale actuelle nous disent que le chômage, la pauvreté et l'exclusion sont des sacrifices nécessaires pour la création de la richesse qui éventuellement, quelque part dans le futur, retombera sur ceux qui sont maintenant rejetés.

LA SPIRITUALITÉ DES GRANDES RELIGIONS

Laissez-moi maintenant me tourner vers la spiritualité du développement économique issue des grandes religions dans le monde. La mondialisation de l'économie de libre marché et les programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés aux pays du Sud ont amené les grandes religions à protester. Les leaders de ces religions, en contact avec les pauvres de leurs régions, sont conscients des conséquences de ces politiques qui ont détruit l'économie de subsistance permettant au monde ordinaire de survivre, qui ont promu une culture de compétition opposée à leur tradition coopérative et qui ont provoqué l'accroissement du sous-prolétariat urbain, dont les membres sont forcés de vivre dans des conditions inhumaines. Ces politiques ont également empêché les gouvernements de venir à l'aide de leur population réduite à la pauvreté.

Les protestations d'un réseau d'ONG et de leaders religieux contre les PAS, de même que les préoccupations de leaders politiques ont conduit la BM à changer son attitude¹⁰. Sous la direction du nouveau président, James Wolfensohn, la BM est devenue de plus en plus attentive à « la bonne gouvernance », c'est-à-dire l'ensemble des institutions et des forces culturelles ayant la capacité de pacifier et de stabiliser les sociétés, spécialement dans des situations de rareté et d'inégalité. La BM s'est inquiétée de ce que l'accroissement de la pauvreté dans les pays du Sud menait à des émeutes sociales, des comportements criminels et des bouleversements politiques. Puisque les religions du monde appartiennent aux forces culturelles qui soutiennent « la bonne gouvernance », la BM a cherché à rencontrer les leaders de ces religions, se soumettre à leur critique et s'engager avec elles dans un dialogue soutenu.

La première *World Faiths Development Conference* a eu lieu au Lambeth Palace de Londres, les 18-19 février 1998¹¹. La rencontre fut présidée par George Carey, archevêque de Canterbury et James Wolfensohn, président de la BM. Y participaient des membres du personnel cadre de haut rang de la BM et des représentants très respectés de neuf grandes religions et de leurs principales traditions : le baha'i, le bouddhisme, le christianisme, l'hindouisme, le jaïnisme, le judaïsme, l'islam, la religion sikhe et le taoïsme. Une déclaration commune, lue par Carey et Wolfensohn

8. *Sollicitudo rei socialis*, n° 42.

9. *Centesimus annus*, n° 34.

10. Voir la note 1.

11. Les informations : www.worldbank.org/html/extdr/faithsdialogue.

à la fin de la rencontre, annonçait que les leaders religieux et la BM partagent une préoccupation commune pour l'avenir et la dignité des êtres humains. Ils s'entendent également sur le fait que le bien-être des personnes humaines inclut les secours contre la souffrance due à la pauvreté aussi bien qu'à l'expansion de la spiritualité et de la culture. Les parties impliquées se promettaient de poursuivre le dialogue pour la promotion duquel la BM a créé un Secrétariat situé à Londres.

Pour autant que je sache, les Actes de ce colloque n'ont pas encore été publiés. Heureusement, j'ai reçu les manuscrits des dossiers soumis par les différents groupes religieux à la rencontre. Ces documents présentent une étonnante unanimité spirituelle à l'intérieur de leurs approches très différentes. Il est dès lors possible d'articuler la spiritualité de la vie économique telle que comprise par les grandes religions. Réagissant à la mondialisation du libre marché et à l'idéologie néolibérale sous-jacente, les grandes religions ont clairement décrit le sens et le pouvoir de leur spiritualité et donné des exemples de projets économiques différents vécus dans leurs régions.

Plusieurs observateurs chrétiens ont exprimé des doutes sur le dialogue entre la BM et les grandes religions, surtout parce que, en dépit de son nouveau discours de solidarité, la BM continue à imposer les PAS aux pays de Sud. On trouve très insatisfaisant le nouveau programme de la BM destiné à aider les pays pauvres lourdement endettés (HIPC) et la révision que cette dernière a faite des PAS en dialogue avec plusieurs ONG. Cette opération appelée SAPRIN n'a pas donné de résultats significatifs. Ces observateurs craignent que la BM utilise le dialogue avec les religions du monde pour se faire des alliés. Si la BM offre un appui financier à leurs projets locaux, les leaders religieux vont-ils arrêter leur critique de l'économie néolibérale et devenir agents d'une paix et d'une stabilité sociales dans des conditions défavorables créées par le fossé s'élargissant entre les riches et les pauvres ?

Les Églises chrétiennes, dois-je ajouter, ne voient pas en Jésus celui qui va sauver le monde pour que le capitalisme fleurisse. Pour l'an 2000, les Églises organisent une importante campagne internationale, appelée Jubilé 2000, exigeant — à l'encontre de la logique néolibérale — l'annulation de la dette pour les pays du Tiers-Monde, la redistribution de la richesse, principalement à travers la réforme agraire, et un plus grand respect de l'environnement.

Plus tôt cette année, la BM a publié son *World Development Report 2000* sur la pauvreté économique et l'a envoyé au Secrétariat du dialogue à Londres, demandant aux grandes religions de faire connaître leurs réactions. En juin dernier, les représentants religieux ont publié leur *Commentary on the World Development Report 2000* sous le titre *Different Perspective on Development and Poverty*¹². Encore une fois, le Commentaire révèle, malgré des approches différentes, une extraordinaire unanimité en ce qui concerne la spiritualité et l'activité économique. Permettez-moi d'ajouter que ce Commentaire rassure les observateurs craignant de voir le dialogue avec la

12. *A Different Perspective on Development and Poverty: Comment on the WORLD DEVELOPMENT REPORT 2000*, World Faith Development Dialogue (33-37 Stockmore St., Oxford, OX4 1JT, courriel : wfdd@btinternet.com).

BM amener les leaders religieux à abandonner leur perspective critique. Ces leaders continuent d'insister sur l'irrationalité d'attendre des changements dans le monde des pauvres sans opérer, en même temps, des changements dans le monde des riches — chez nous. Un fossé sépare les grandes religions et la Banque mondiale.

À partir des documents soumis à la Conférence de Lambeth (1998) et du Commentaire (1999) sur le *Rapport du développement mondial 2000*, je voudrais décrire la spiritualité de la vie économique promue par les grandes religions. Les auteurs de ces documents prennent acte avec grande honnêteté du fait que la religion constitue une réalité historique ambiguë. Bien que vouée à la promotion du bien-être humain, la religion, trop souvent, entretient l'hostilité, bénit l'inégalité et légitime la violence. La spiritualité présentée par les auteurs puise ses racines les plus pures et les plus profondes dans leurs traditions religieuses.

Permettez-moi de présenter quatre caractéristiques communes de la spiritualité liée à l'activité économique. *La première*, je l'appellerai la *solidarité sociale universelle*. Les grandes religions pensent que la spiritualité relie les êtres humains à leurs voisins, à leurs communautés, à la famille humaine, ainsi qu'à la terre et au cosmos. Elles parlent de l'ordre sacré de l'univers. Les religions théistes voient les êtres humains enracinés en Dieu, appartenant les uns aux autres, dotés de solidarité sociale et invités par Dieu à être responsables du bien-être de tous.

Les bouddhistes partagent cette spiritualité même s'ils ne considèrent pas leur religion comme théiste. Les auteurs bouddhistes invoquent deux principes. Ils croient dans la « théorie des causes », par laquelle ils entendent que tout dans le cosmos est interdépendant et que, pour cette raison, les attitudes et les actions des individus affectent toutes les autres personnes de l'univers. Ils croient, deuxièmement, que la tâche sacrée des humains consiste à réduire la souffrance dans le monde. Ces deux principes les conduisent à la même solidarité sociale universelle que les religions théistes invoquent au nom de Dieu.

La deuxième caractéristique, je l'appellerai le *service du monde*. Selon la spiritualité des grandes religions, le travail et les activités des personnes et de leurs institutions sont destinés à servir leur société et, par-delà leur société, l'humanité entière. Les religions appliquent ce principe à leur compréhension des activités économiques ; d'où leur critique du capitalisme déréglementé d'aujourd'hui. Pour eux, la raison d'être d'un système économique est de nourrir, habiller et loger la population. Le dénuement et la pauvreté répandus leur font découvrir une faute, ou même un péché, dans le principe même qui guide l'économie.

La troisième caractéristique, je l'appellerai le *préjugé favorable à l'endroit des pauvres*. Les grandes religions nourrissent une spiritualité de justice et de compassion qui appelle à sortir les pauvres du dénuement et de la misère. La lecture des textes soumis à la BM par les leaders religieux me conduit à conclure qu'ils sont d'accord avec l'importante distinction introduite par Karl Polanyi, il y a plusieurs décennies¹³. Ce dernier disait que la pauvreté matérielle n'est pas une condition dramatique pour

13. Karl POLANYI, *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press, 1944.

les membres d'une communauté possédant des habiletés de survivance et un fort sens de la solidarité sociale. C'est, en fait, de cette façon que l'humanité a survécu pendant des milliers d'années. Mais la pauvreté devient dramatique et conduit à la destruction du corps et de l'âme quand les personnes n'ont pas de telle communauté. Et c'est précisément la situation créée par la mondialisation du marché déréglementé. Les leaders religieux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud déplorent que la mondialisation tue l'économie de subsistance permettant aux pauvres de vivre simplement en dignité, et qu'elle tente de substituer à la solidarité sociale les valeurs libérales modernes.

Le préjugé favorable à l'endroit des pauvres va encore plus loin. Les grandes religions reconnaissent que les riches et les puissants font face à de grandes tentations. Dans la société néolibérale, la richesse et le pouvoir deviennent aisément l'idole vénérée par les classes prospères. Les riches deviennent aveugles : l'angle sous lequel ils voient le monde ne leur révèle pas la souffrance des pauvres qui constituent la majorité de l'humanité. Pour voir clair ou pour parvenir à une vraie connaissance, le cœur doit être purifié, libéré de la recherche égoïste et ouvert aux besoins des autres. Pour les religions, la solidarité avec les pauvres a des implications cognitives.

La quatrième caractéristique consiste en un *penchant pour la maîtrise de soi*. Les grandes religions reconnaissent la finitude de la vie, les limites des ressources et l'impossibilité d'un bonheur parfait sur terre. Elles proposent une vie simple. Les religions théistes pensent que Dieu est plus accessible à ceux qui vivent simplement. Et les bouddhistes enseignent que vivre modestement rapproche les gens de la vérité libératrice. Tous les chefs religieux déplorent ce qu'ils appellent le « consumérisme », le désir d'être heureux grâce à l'achat d'une foule de produits. Ils sont conscients que le « consumérisme » élargit le marché et favorise la croissance de l'économie. Les campagnes de publicité persuadent ainsi des populations entières que posséder et consommer certains produits assurent reconnaissance et respect. Pour les grandes religions, au contraire, la dignité est intrinsèque à la personne humaine.

La modestie ou la maîtrise de soi, proposée par les religions est également un principe écologique qui prend acte de la fragilité de la nature, des ressources limitées de la terre et de la nécessité d'un développement durable. Les pratiques différentes qu'elles recommandent sont toutes respectueuses de l'environnement.

De ces brèves remarques il ressort que la spiritualité des religions du monde, en regard de la reconnaissance des problèmes d'aujourd'hui, diffère de ce que j'ai appelé la spiritualité de transformation personnelle, de même que de la spiritualité de bonne gérance.

PRATIQUES DIFFÉRENTES

Les dossiers soumis par les représentants religieux à la BM ne sont pas des affirmations abstraites de grands principes. Plusieurs font état de pratiques économiques différentes concrétisant l'engagement religieux qu'ils recommandent. Les religions asiatiques signalent les projets économiques qui, dans leurs régions, respectent les

pratiques économiques traditionnelles des villages et, en même temps, adaptent ces derniers aux conditions sociales nouvelles et à une technologie plus avancée. Ces expériences présentent une interprétation créatrice de la tradition religieuse, réalisent une mission éducatrice, et rendent le peuple fier de la sagesse économique dont ils ont hérité. Elles essaient également de persuader le monde rural de ne pas émigrer dans les villes et de ne pas rêver au mode de vie séculier, mené par la classe moyenne en Occident, qu'ils voient à la télévision. L'hindouisme a une tradition de la division du travail (non identique au système des castes) qui reconnaît la diversité des talents, offre aux gens une éducation appropriée et leur permet d'être contents du travail qu'ils font au service du bien-être de leur communauté. Les mouvements sociaux indiens font revivre cette tradition. Les documents des musulmans non seulement soulignent leur théorie économique différente mais font référence à des projets et à des initiatives locales qui adaptent cette tradition de façon originale aux nouvelles conditions sociales. Les auteurs musulmans reconnaissent que, pour plusieurs raisons historiques, incluant la colonisation des puissances occidentales et l'expansion du capitalisme occidental, les pays musulmans ne sont pas fidèles à leur sagesse économique traditionnelle. Ces auteurs se réfèrent plutôt aux mouvements qui, dans ces pays, initient des projets favorisant une économie plus sociale. Tous les auteurs religieux admettent que leur idéal ne représente pas l'orientation économique de leurs sociétés. Mais ils démontrent que la sagesse de leur religion donne lieu à des pratiques différentes capables d'indiquer la direction pour des développements futurs.

En même temps, ces auteurs profitent de l'occasion pour critiquer la BM pour son financement d'industries et de barrages dans leur pays. Ces projets, profitables et générateurs de richesse, ont conduit à la désintégration des communautés et à l'endommagement de l'environnement. Les auteurs réclament que les populations locales puissent participer à la planification de projets industriels appuyés par les donateurs financiers de l'Ouest.

Il peut être utile de revenir aux idées de Karl Polanyi. Dans son important ouvrage, *La grande transformation* (1944), l'auteur montre que, dans toutes les sociétés traditionnelles, l'activité économique se développait à l'intérieur des relations sociales et raffermissait les liens sociaux. Les gens allaient à leur travail quotidien, non pas d'abord pour des motifs économiques mais pour des motivations sociales : ils travaillaient pour garder leur place et leur honneur dans la communauté. Polanyi affirmait que l'effet nocif du libre marché consiste à séparer l'activité économique des gens de leur environnement social, à briser la cohérence de la communauté et de ses valeurs et à produire des individus isolés, mus par la seule motivation économique. Le dommage du capitalisme non réglementé selon Polanyi, c'est la disparition des communautés et de leur culture et, conséquemment, les dommages faits à l'humanité des pauvres. Pour lui, les mouvements de réforme ne sont efficaces que s'ils réussissent à relier à nouveau les activités économiques aux relations sociales. Les pratiques économiques différentes mentionnées par les représentants des religions réalisent cette « remise en relation ».

Ce qui précède m'amène à parler des pratiques économiques occidentales qu'on regroupe souvent sous l'expression « économie sociale ». Ces pratiques se répandent

dans les pays industrialisés et montrent une vitalité particulière au Québec. L'économie sociale, partie du mouvement communautaire, fleurit dans les régions à bas revenu et dans les quartiers urbains pauvres. Ses objectifs, nous le soulignons, sont à la fois économiques et sociaux. Elle cherche à sortir les sans-emploi de l'oisiveté et du désespoir. En économie sociale, le travail vise la construction d'une communauté. L'économie sociale inclut les institutions à but non lucratif, les coopératives avec participation active des membres, des projets de développement communautaire basé sur le bénévolat et d'autres formes d'entreprise qui incarnent des principes démocratiques et reconnaissent des contraintes autres que celles du marché. Les projets économiques chrétiens, comme « l'économie de la communion » promue par le mouvement des Focolari, appartiennent également à l'économie sociale. On pourrait même débattre de l'appartenance à l'économie sociale d'une entreprise capable de suivre les principes mentionnés par M. Ouimet.

Au Québec, l'économie sociale rejoint des dizaines de milliers de personnes. Son succès a provoqué un important débat. Ceux qui la favorisent et l'appuient disent que l'économie sociale encourage une culture de coopération, une conscience critique du néolibéralisme dominant et un style de vie simple mais acceptable qui peut devenir nécessaire pour tous si la société veut devenir responsable de l'environnement. Rejetant cette évaluation positive, les critiques font valoir que le support à l'économie sociale crée une économie à deux niveaux, d'une part l'économie capitaliste pour les riches et la classe moyenne et, d'autre part, l'économie sociale pour les pauvres. Ils ajoutent que l'économie sociale peut être manipulée par le gouvernement, utilisée pour pacifier la masse des sans-emploi, et favoriser l'instauration du *workfare*, forçant les bénéficiaires du bien-être social à travailler. En réponse à ces arguments, les défenseurs et promoteurs de l'économie sociale reconnaissent ces dangers et montrent comment on peut les éviter. Ils insistent sur le fait qu'à long terme l'économie sociale devrait être accompagnée d'une action politique à l'échelle mondiale, appliquant les règlements au marché financier et brisant le monopole des corporations qui dirigent le monde actuel. Les personnes impliquées dans l'économie sociale parlent d'une mondialisation par le bas. Cette dernière crée une solidarité entre tous les mouvements alternatifs, séculiers et religieux. Elle forme dans tous les pays une opinion publique qui éventuellement obligera les gouvernements à agir ensemble pour atténuer ou même démanteler le brutal système économique néolibéral ainsi que les institutions financières internationales vouées à la défense et à la promotion de ce dernier. Cette opinion publique appuie une économie plus sensible aux besoins de la population et au service de l'ensemble des êtres humains en même temps que plus respectueuse de l'environnement.